



MARCHE PUBLIC

MISE EN ŒUVRE DE NAVETTES POUR LE TRANSPORT DE COURRIER POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'ISÈRE

Référence : DDFIP38_NAVETTE_COURRIER_2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

**Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du code
de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1. Dispositions générales.....	3
1. Objet du marché.....	3
2. Procédure de consultation, nature et forme du marché.....	3
Article 2. Pièces constitutives du marché.....	3
Article 3. Durée du marché.....	3
Article 4. Clauses techniques du marché.....	3
1. Prestations.....	3
2. Conditionnement et consommables liés au suivi des prestations.....	4
3. Type de liaison.....	4
4. Délai de réalisation des liaisons (navettes) et fréquences de passage.....	4
Article 5. Modalités d'exécution.....	4
1. Représentant du titulaire.....	4
2. Exigences relatives aux prestations.....	4
3. Personnel affecté.....	4
4. Modification de sites ou circuit.....	5
5. Accès aux bâtiments.....	5
6. Secret professionnel – restriction de circulation - confidentialité.....	5
Article 6. Sous-traitance.....	5
Article 7. Clauses de réexamen.....	5
Article 8. Avances.....	5
Article 9. Prix.....	6
1. Principes généraux.....	6
2. Application de la TVA.....	6
3. Contenu du prix.....	6
4. Variation des prix.....	6
Article 10. Rythme et modalités de paiement.....	7
1. Règlement des comptes.....	7
2. Rythme de paiement.....	7
3. Modes de transmission des factures par le prestataire.....	7
a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système.....	7
b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet.....	7
4. Délai de paiement.....	8
Article 11. Cession ou nantissement de créances.....	8
Article 12. Suivi des prestations et vérifications.....	8
1. Suivi régulier.....	8
2. Vérification des prestations effectuées.....	8
Article 13. Pénalités et réfections.....	9
1. Généralités.....	9
2. Application des réfections et des pénalités.....	9
Article 14. Résiliation / Frais et risques / Litiges.....	9
1. Résiliation partielle du marché.....	9
2. Résiliation du marché.....	9
3. Exécution aux frais et risques.....	9
4. Règlement amiable des litiges en cours d'exécution du marché.....	9
5. Différends et litiges.....	9
Article 15. Dispositif de vigilance.....	10
Article 16. Dérogations au CCAG-FCS.....	10

Article 1. Dispositions générales

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre de navettes pour le transport du courrier entre les sites des services de la direction départementale des finances publiques (DDFiP) de l'Isère identifiés au marché. Les prestations attendues sont décrites à l'article 4 ci-dessous et en annexe 1 du présent document. Le titulaire doit réaliser ces prestations en se conformant aux fréquences, aux jours et horaires indiqués en annexe et récupérer sur chaque site les courriers conditionnés dans des contenants identifiés et les distribuer sur les sites destinataires.

Le lieu d'exécution des prestations est le département de l'Isère (14 sites concernés).

2. Procédure de consultation, nature et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et L2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement (AE),
- b) le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes,
- c) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 21 mars 2021. Le CCAG/FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341/>
- d) l'offre technique du candidat.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par le titulaire et non expressément visés au présent marché ne pourra s'appliquer. Il en est ainsi des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux. Toute modification apportée au présent marché sera formalisée par voie d'avenant signé par les deux parties.

Article 3. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale qui débute le 1^{er} février 2025 et qui se termine le 31 mars 2026, reconductible 2 fois pour une année.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant l'échéance du marché, par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception.

Article 4. Clauses techniques du marché

1. Prestations

La prestation consiste à réaliser des navettes entre les sites de la DDFiP de l'Isère implantés hors de la commune de Grenoble et :

- d'une part le siège logistique de la DDFiP de l'Isère installé au 9 Boulevard Joseph Vallier à Grenoble pour ce qui concerne le courrier interne aux services ;
- d'autre part le centre des finances publiques de Grenoble installé au 38 avenue Rhin et Danube à Grenoble pour ce qui concerne le courrier à affranchir.

Le tableau de recensement des sites (annexe du présent CCP) est structuré de la façon suivante :

- 1 Identification de deux « sites principaux » qui sont :
 - le siège du service adhérent sur lequel devra être déposé et collecté le courrier interne aux services ;
 - le site sur lequel sera réalisé l'affranchissement du courrier destiné à être acheminé par La Poste sur lequel devra être déposé le courrier à affranchir.
- 2 Identification des sites « intermédiaires » qui regroupent tous les sites qui nécessitent la mise en œuvre d'une liaison (navette) avec les deux sites principaux.

Une navette est donc une liaison entre les deux sites principaux et un site intermédiaire.

2. Conditionnement et consommables liés au suivi des prestations

La collecte et la livraison s'effectuent par l'intermédiaire de sacoches dont le nombre est défini pour chaque service dans le tableau de recensement des besoins annexé au présent CCP.

Deux types de sacoches de couleurs différentes seront mises à disposition des sites : l'une pour le courrier interne aux services et l'autre pour le courrier à affranchir. Le poids des sacoches est limité à 25 kg par sacoche et par jour.

Les sacoches ainsi que les bordereaux et/ou formulaires de distribution sont mis à disposition par le titulaire sans surcoût pour le service durant toute la durée du marché.

Le titulaire s'organise pour qu'il y ait toujours le nombre de sacoches prévus pour chaque site.

Exceptionnellement, le courrier pourra être conditionné sous forme de cartons sur lesquels seront apposés des étiquettes ou bordereaux permettant l'identification du site expéditeur. Ces cartons (2 unités maximum d'un poids inférieur à 30 kg par unité et de dimension maximale de 50 cm de longueur – 25 cm de largeur – 20 cm de hauteur par unité) seront remis en complément des sacoches au cours de la collecte sur le site concerné, sans qu'il soit nécessaire d'en informer le titulaire au préalable.

3. Type de liaison

Le titulaire collecte le courrier sur les « sites principaux » et le dépose sur les « sites intermédiaires » où il collecte également du courrier qu'il doit déposer en retour sur les « sites principaux ».

4. Délai de réalisation des liaisons (navettes) et fréquences de passage

La collecte réalisée à J sur les sites principaux doit être déposée à J+1 sur site intermédiaire. De même la collecte réalisée à J sur site intermédiaire doit être déposée à J+1 sur les sites principaux.

Dans l'annexe 1 figurent :

- les jours de passage de chaque navette (3 fois par semaine pour l'ensemble des sites) ;
- la plage horaire de passage de la navette.

Article 5. Modalités d'exécution

1. Représentant du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Ces interlocuteurs :

- 1 doivent pouvoir être joints facilement sur une ligne téléphonique dédiée
- 2 s'engage(nt) à recontacter sans délai le pouvoir adjudicateur en cas de signalement de problème sur un site de collecte afin de définir avec lui les solutions appropriées à mettre en œuvre.

Ces interlocuteurs devront être désignés (nom, numéro de téléphone, mail) pour chacune des problématiques suivantes : suivi technique et suivi administratif dont facturation.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur.

2. Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas d'empêchement ou de force majeure indépendant des deux parties, chacune d'elle s'engage à en informer l'autre sans délai et à prendre mutuellement toutes les dispositions permettant de résoudre le problème en cause.

Pour tout incident dans l'exécution des commandes, susceptibles d'impliquer la responsabilité du titulaire, l'administration pourra exiger de la part du titulaire la production d'un rapport circonstancié dans les quarante-huit heures à compter de la constatation des faits.

3. Personnel affecté

Les chauffeurs seront identifiés par un badge au nom de l'entreprise.

Une copie de leur carte d'identité ainsi que leur affectation aux sites sont communiquées à chaque service bénéficiaire concerné ainsi qu'à la division Budget logistique de la DDFIP (ddfip38.ppr.logistique@dgfip.finances.gouv.fr).

Le titulaire doit s'assurer de la présence de son personnel pour chacune des missions confiées et prévoir le remplacement immédiat en cas de défaillance.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs

de ses intervenants.
Le remplaçant est également soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

A la demande du service bénéficiaire, le titulaire procède au remplacement des intervenants dans un délai de huit jours à compter de la demande de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

4. Modification de sites ou circuit

Le pouvoir adjudicateur signale par écrit au titulaire du marché toute modification des besoins par rapport au recensement initial tel qu'indiqué en annexe 1 du présent document, tel que retrait ou adjonction de sites.

En cas d'ajout d'un ou plusieurs sites, une demande de chiffrage sera adressée au titulaire et sera mis en œuvre dans les 15 jours à compter de la validation du service. Cette modification fera l'objet d'un avenant. L'impact financier sur l'année en cours sera proratisé au nombre de mois restant.

En cas de retrait d'un site ou plusieurs sites, tout mois commencé sera dû au titulaire au prorata des prestations effectuées. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit du service bénéficiaire signataire du marché.

5. Accès aux bâtiments

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique.

6. Secret professionnel - restriction de circulation - confidentialité

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités du site l'exigeraient, le responsable du site peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents du titulaire l'accès à certains locaux.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'activité du site tant vis-à-vis du personnel de ce dernier que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Article 6. Sous-traitance

Les dispositions des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Seules les prestations de service et les travaux peuvent être faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

Article 7. Clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications par voie d'avenant au marché pourront être apportées en cours d'exécution, plus particulièrement sur les éléments suivants :

- 1 Ajout de sites, le bénéficiaire devant respecter un préavis d'un mois pour transmettre au titulaire une fiche descriptive du besoin et convenir de la date d'effet de la modification.
- 2 En cas de fermeture de plusieurs sites, toutes les prestations concernant ces sites seraient de facto résiliées dans un délai de 1 mois, sans que le prestataire ne puisse à aucun moment prétendre à une quelconque indemnisation.

Article 8. Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique. L'avance est accordée pour chaque marché d'un montant ferme supérieur à 20 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance correspond à 20% du montant du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il le spécifie dans l'acte d'engagement.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique, soit de la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du marché et devra être terminé lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du marché.

Article 9. Prix

1. Principes généraux

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Le marché est exécuté sur des prix annuels forfaitaires par navette.

2. Application de la TVA

Les prix sont établis hors TVA.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'établissement de la demande de paiement par le titulaire.

3. Contenu du prix

Les prix du présent marchés sont réputés inclure toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont notamment :

- 1 la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- 2 la mise à disposition du matériel et des engins et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- 3 tout frais lié à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- 4 les frais d'assurance ;
- 5 tout frais lié à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- 6 les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations du respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

4. Variation des prix

Les prix sont révisibles, à la date anniversaire si le marché est reconduit, dans les conditions définies ci-dessous.

Mois d'établissement des prix : les prix forfaitaires de chaque site et les tarifs pour toute prestation supplémentaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de remise des offres.

Le mois Mo correspond au mois de décembre 2024.

Périodicité de la révision des prix : les prix sont fermes pendant la durée initiale du marché. Ils sont ensuite révisibles à chaque reconduction du marché.

Initiative de la révision des prix : la révision intervient sur proposition du titulaire produite au plus tard le 1er janvier de chaque année. Les documents contenant le détail du calcul de la révision et les nouveaux tarifs sont envoyés par le titulaire, pour validation, à l'adresse électronique suivante : ddfip38.ppr.budget@dgif.finances.gouv.fr

En cas de silence du titulaire, les prix seront réputés reconduits à l'identique.

Liquidation de la révision des prix : le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale reste inchangée (arrondie par défaut)

Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

Formule de la révision des prix : les prix sont révisés selon la formule suivante

$$P = P_o \times [ICH_{Trev-TS1} / ICH_{Trev-TSo}]$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes

P_o = prix initial inscrit dans le marché, au mois Mo qui correspond au dernier indice en vigueur au mois de décembre 2024, mois de remise des offres.

ICTrev-TS1 (A3728 : Transports, entreposage) : Indice «coût horaire du travail révisé - tous salariés » lors de la révision (dernier indice mensuel définitif publié par l'INSEE au jour de la demande de révision)

ICTrev-TSo (A3728 : Transports, entreposage) : Indice «coût horaire du travail révisé - tous salariés» lors de l'établissement du prix initial

L'indice, identifié sur le site de l'INSEE par le numéro 103167938, est disponible en ayant recours au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103167938>

Date d'entrée en vigueur de la révision des prix : à compter du 1^{er} avril 2026 en cas de reconduction.

Clause de sauvegarde : dans le cas où la révision des prix entraînerait **une hausse supérieure à 5%** au cours d'une année d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

Clause butoir : dans le cas où la révision des prix entraînerait **une hausse supérieure à 5%** au cours d'une année d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à 5%.

Article 10. Rythme et modalités de paiement

1. Règlement des comptes

Le paiement des prestations afférentes à ce marché est à la charge de chaque service bénéficiaire. Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement sont adressées directement au Centre de gestion financière dont l'adresse figure sur le bon de commande, et, non pas au correspondant de site ou aux personnes du service bénéficiaire en charge du suivi administratif et financier du marché.

2. Rythme de paiement

Le paiement des prestations est effectué par acompte mensuel, après service fait pour les sites et périodes concernés.

3. Modes de transmission des factures par le prestataire

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- 1 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- 2 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- 3 de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Il est rappelé que chaque facture déposée doit **obligatoirement** porter les mentions suivantes :

- N° engagement juridique (EJ) du marché
- N° SIRET du titulaire
- N° compte bancaire du titulaire
- Code Service Exécutant de la DDFIP : CGF0000069

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission électronique des factures.

a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet

Adresse de connexion : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Le portail Chorus Pro permet de:

- 1 déposer ses factures sur le portail ;
- 2 saisir directement ses factures.

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : [Entreprise - Nous contacter - Portail Chorus Pro](#)

4. Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 11. Cession ou nantissement de créances.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivant du code de la commande publique.

Article 12. Suivi des prestations et vérifications

Les opérations de vérification et de contrôle des prestations sont régies par les articles 27 à 29 du CCAG/FCS et s'opèrent sur la base de la bonne exécution des prestations et de la remise des livrables par le titulaire.

1. Suivi régulier

Pour chacun de ses sites, le service bénéficiaire met à la disposition du titulaire un cahier de liaison ou tout autre dispositif informatisé pour le suivi régulier des prestations exécutées.

Le rôle du correspondant de site ou de son représentant :

- s'assurer que les prestations ont été exécutées conformément aux termes du marché
- noter toutes difficultés constatées

Le rôle du titulaire :

- noter les difficultés constatées lors de l'exécution des prestations
- viser le cahier de liaison en apposant la date, l'heure et sa signature, à chaque intervention
- noter les actions correctrices mises en place pour remédier aux difficultés signalées par le correspondant de site ou par son représentant.

Lorsqu'un défaut concernant la qualité des prestations est signalé au titulaire par le correspondant de site ou par son représentant, le prestataire est tenu d'y remédier dans un délai de 10 jours calendaires, sous peine de réfections ou d'une résiliation aux torts et faits exclusifs du titulaire, conformément au présent CCP.

2. Vérification des prestations effectuées

Les opérations de vérification sont effectuées par le correspondant de site, ou, par son représentant, désigné par le service bénéficiaire, et, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition de la personne, tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle.

Ces opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Ces contrôles ont lieu à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de programmer rapidement une nouvelle intervention afin de réaliser des prestations conformes au marché. Toutefois, si les prestations ne sont toujours pas conformes au marché, l'administration se réserve le droit de les faire exécuter par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

Article 13. Pénalités et réfections

1. Généralités

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution tandis que les pénalités sont mises en œuvre suite à la constatation de 5 défauts d'exécution constatés sur une période de 30 jours ouvrés.

S'entend par défaut d'exécution soit une absence de passage sur un ou plusieurs sites pour une tournée, soit le non respect des horaires contractuels au cours d'une tournée.

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG/FCS, les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

2. Application des réfections et des pénalités

En application l'article 30.3 du CCAG/FCS, en cas de prestation non conforme, la DDFIP informera le prestataire des réfections qui seront mises en œuvre et ce dernier disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ces observations.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas d'absence de passage sur un ou plusieurs sites pour une tournée, le montant de la pénalité est fixé à :

- 40€ pour un défaut d'exécution qui impacte 1 à 5 sites
- 80€ pour un défaut d'exécution qui impacte plus de 5 sites.

Le non respect des horaires, indiqués dans l'annexe, générant un retard supérieur à 60 minutes entraînera une pénalité de 5€ par site concerné.

En cas de circonstances particulières dûment justifiées, et après l'accord du service bénéficiaire, aucune réfaction ni pénalité ne sera appliquée.

Article 14. Résiliation / Frais et risques / Litiges

1. Résiliation partielle du marché

Le service bénéficiaire peut procéder à la résiliation partielle du marché, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire du marché sans indemnisation du titulaire. Il est fait application de l'article R2191-30 du code de la commande publique.

2. Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent.

3. Exécution aux frais et risques

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS s'appliquent, qu'une procédure de résiliation ait été engagée ou non. Ainsi, dans le cas où la prestation facturée par l'entreprise exécutante en remplacement du titulaire est supérieure au prix du marché initialement conclu, le titulaire devra rembourser la différence au pouvoir adjudicateur.

4. Règlement amiable des litiges en cours d'exécution du marché

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, ils soumettront le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, selon les modalités fixées à l'article 46 du CCAG/FCS et à l'article L2197-3 du code de la commande publique.

5. Différends et litiges

Le présent marché est régi par le droit français, seul applicable en cas de litige.

Les contentieux nés de l'attribution ou de l'exécution du marché relèvent du tribunal administratif de Grenoble, territorialement compétent.

Les dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS sont seules applicables.

Article 15. Dispositif de vigilance

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance.

Le marché peut être résilié de plein droit à défaut de réception des dits documents dans les délais fixés.

Article 16. Dérogations au CCAG/FCS

L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 14-1 du CCAG/FCS.